

Demotte rassure les profs : « On ne passera pas en force ! »

Rudy Demotte (PS) sait que ce sera chaud autour du Pacte pour un enseignement d'excellence

La rentrée sera chaude pour les députés de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), Pacte pour un enseignement d'excellence oblige. Le Parlement, qui devait faire sa rentrée le jeudi 6 septembre, anticipera la reprise de ses travaux au mardi 4, afin de valider deux premiers décrets d'une longue liste qui doit donner corps au Pacte. Le début d'un fameux marathon comme le confirme Rudy Demotte (PS), le ministre-président de la FWB.

➤ Vous devez démarrer au quart de tour : il reste quelques mois avant les élections, mais un énorme boulot à abattre pour mettre le Pacte sur les rails ?

On a un marathon à courir et un sprint au bout du marathon. ➤ Un dossier capital concerne la création d'un pouvoir organisateur propre à l'enseignement de la Fédération, qui décharge la ministre de cette tâche. Mais cela nécessite une majorité des deux-tiers. Vous avez donc besoin du MR, puisque DéFI et Ecolo refusent. Pas simple ?

Le processus entier n'est pas simple et est terriblement énergivore. On réoriente le chemin d'un immense paquebot, cela prend du temps. Une machine de cette taille a sa force d'inertie. On peut d'ailleurs comprendre les réticences à s'aventurer dans des eaux où l'on n'a pas l'habitude... Il n'est pas ici question d'un simple accord de majorité. On s'engage au-delà... On parle de l'avenir de nos enfants... Et on a besoin d'un soutien extérieur pour le point que vous soulevez. On discute avec le MR de choses concrètes : enveloppe financière, nombre d'emplois nécessaires...

J'ai l'espoir que l'on aboutisse...

➤ L'espoir d'aboutir vite ? Le MR est opposé à un tronc commun allongé (jusqu'à la fin de la 3^e secondaire). Il en a parlé ?

Non, ce sont des sujets distincts. Ici, on parle seulement de ce nouveau pouvoir organisateur et je pense que personne n'a cette volonté de ne pas aboutir. Ce serait bien si on pouvait aboutir avant la fin de l'année.

➤ Cela pourrait poser moins de problèmes au MR que le tronc commun. S'il revient au pouvoir en 2019, il a promis de l'annuler. Le Pacte peut vivre sans ça ?

On n'a pas abordé ce débat avec le MR jusqu'ici, mais il est plus complexe qu'il en a l'air. Ce n'est pas le gouvernement qui a inventé cet allongement du tronc commun. Ce n'est pas notre a priori. Il a été porté par les acteurs de l'enseignement. L'issue du scrutin placera les partis face à ces acteurs. Même si c'est le MR, je n' imagine pas qu'il puisse ne pas écouter ce que dit le terrain. Je ne suis pas persuadé qu'il sacrifiera comme cela ce projet. Je ne tirerais pas de conclusions hâtives...

➤ Le travail collaboratif entre enseignants, prévu dans le projet, se heurte à des résistances de la base. Une base qui veut clarifier sa charge de travail. Les enseignants ont-ils la preuve de plus de souplesse ?

Nous négocions pour l'instant avec les syndicats. Nous voulons améliorer la condition des enseignants. N'oublions pas que c'est une profession où l'on note un taux de sorties prématurées bien plus grand qu'ailleurs... Nous n'allons pas prendre de mesure qui ne donne pas un plus grand sentiment d'estime à l'endroit des enseignants et de leur travail. L'estime, c'est aussi ne pas sous-estimer leur quantité de travail, surtout hors de la classe. Il n'y a toujours pas de quantifi-

cation bien définie de ces heures-là.

➤ Pas question donc de passer en force le cas échéant ?

Le manque de reconnaissance est un mal endémique et cette reconnaissance est importante pour les enseignants. On veut qu'elle soit supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui, qu'ils ressentent ce projet comme un progrès. S'il n'y a pas un consensus suffisant, on ne prendra pas le risque d'aller à la réforme. On n'est pas dans la logique du gouvernement fédéral qui passe parfois en force.

➤ Les plans de pilotage des écoles, ce n'est pas une façon de leur imposer des objectifs ?

Non, il ne s'agit pas d'un classement des écoles à l'américaine. Il n'y a pas de politique du

bâton derrière la porte. Il s'agit de voir si, sur base de contrats d'objectifs, on peut s'évaluer et progresser par rapport à soi-même...

➤ Il peut quand même y avoir un bâton derrière la porte si une école n'atteint pas ses objectifs ?

Il faudrait alors que l'on remarque une mauvaise volonté de certains acteurs, mais ce n'est pas le postulat de départ : il s'agit d'une incitation à faire mieux.

➤ Un mot sur le coût de tout le processus, réforme de la formation initiale des profs incluse : c'est sous contrôle ?

On va investir progressivement des moyens considérables. On engage aujourd'hui 700 personnes de plus en maternelles. L'investissement maximal sera, à un moment, de 250 millions de plus que ce que l'on fait déjà (budget de 10,5 milliards). Il y a un monitoring à chaque étape. Tout est détaillé au centime près (...) Quant à la formation initiale, je suis incapable de vous donner un montant. Cela dépendra, entre autres, du barème à accorder à ces gens qui auront étudié plus longtemps. Le ministre Marcourt planche là-dessus. ●

INTERVIEW > DIDIER SWYSEN



Demotte et le PS y sont favorables, mais ce sera pour le prochain gouvernement

Deux heures de citoyenneté : pas pour tout de suite

Dans les écoles des réseaux officiels, les enfants ont, au minimum, une heure de philosophie et de citoyenneté par semaine, ainsi qu'une heure de religion ou de morale. Il y a la possibilité d'opter pour deux heures de citoyenneté, une formule qui a les faveurs de Rudy Demotte. « Je suis clairement pour... mais je nuance aussitôt : cela doit aussi passer par la connaissance du fait religieux. Comment être citoyen sans le connaître ? Les cours de citoyenneté

ne sont pas la panacée, mais un élément de réponse à cette dérive sociétale à laquelle nous assistons : l'émergence des idées radicales, cette façon de mettre du savon sur la planche de la démocratie. » Avec deux heures de citoyenneté, M. Demotte explique que « chacun entendrait la même chose, puisqu'un jeune musulman côtoierait un jeune chrétien ou juif. Cela leur permettrait d'appréhender les choses autrement. Je ne dis pas que ces ingrédients ne se retrouvent pas

dans les cours de religion ou de morale actuels, mais chacun ne resterait pas de son côté ». Cela signifie-t-il que le ministre-président va mettre ce projet sur la table dans les prochaines semaines ? « Non, je ne pense pas que cela bougera avant la fin de la législature, mais cela va se retrouver sur la table des prochaines négociations de majorité à la Fédération. Le PS est déjà partisan de ces deux heures aujourd'hui. » ●

D.S.W.

Francophones affaiblis à cause du MR

Majorité MR-cdH en Wallonie (depuis que le cdH a lâché le PS à l'été 2017), majorité PS-cdH à la Communauté, cela nuit à la gestion de ces entités ? « Ce n'est pas

tant cette asymétrie des majorités qui pose problème », selon le ministre-président de la FWB, « que le front francophone qui se désolidarise du fait de l'acceptation du MR d'entrer dans une majorité où les francophones sont très minoritaires. » Dans la majorité précédente, les Flamands étaient minoritaires, non ? « Une majorité (60 % de Flamands en Belgique) légèrement mi-

noritaire, c'est autre chose qu'une minorité très minoritaire. L'équilibre des postes de ministre n'y change rien. Ce fait a rompu la confiance intrafrancophone. La N-VA fait d'ailleurs des mamours au MR pour affaiblir les mutuelles ou les syndicats, etc. L'addiction du MR à la N-VA est inquiétante et se fait au détriment de la cohésion entre francophones. » ●

D.S.W.

Santé : refédéraliser la prévention ?

De Block, « l'incendiaire »

La ministre fédérale de la Santé est très fâchée sur les entités fédérées qui la déçoivent en matière de prévention. Au point de réclamer la refédéralisation de cette compétence accordée aux Communautés. Elle a raison de se plaindre ? « Sa sortie a un côté pompier incendiaire dans le propos », réagit M. Demotte. « M^{re} De Block n'est pas la personne la plus souple en matière de négociation politique. Il est par-

fois difficile de la convaincre, surtout quand elle n'a pas raison. Pour moi, c'est une façon de distraire les gens des vrais problèmes, à savoir ces 900 millions d'économies dans le secteur hospitalier. Si on veut résoudre un problème, il faut une concertation (...) Les francophones n'ont jamais été idéologues en matière de réformes institutionnelles, partant du présupposé qu'on fait mieux les choses parce que l'on

est Flamand ou francophone. Nous, on regarde l'intérêt à faire quelque chose ou à ne pas le faire. Ce à quoi on est arrivé est aussi le produit des positions arrêtées de la droite nationaliste flamande. On a fait l'apologie de la décentralisation. Je ne note pas chez eux une volonté de revenir en arrière... » ●

D.S.W.

S'il est en position de revendiquer le mayorat**« Bourgmestre ? Je ferai ce choix »**

Rudy Demotte candidat bourgmestre à Tournai. Rien de surprenant, mais siégera-t-il réellement s'il est en position de revendiquer le mayorat ou repartira-t-il pour une nouvelle aventure ministérielle ?

« Si je me trouve en situation de devenir bourgmestre, après les communales d'octobre, si les

citoyens me font confiance, je peux vous assurer que je ferai ce choix », répond Rudy Demotte... « Je ferai ce choix en mai 2019. Je précise que je terminerai en effet mon actuel mandat de ministre-président, mais qu'ensuite je me consacrerai à mon rôle de bourgmestre. » ●

D.S.W.